

VISITE BOMBARDIER

JEUDI 6 OCTOBRE 2016

Intervention de Fabien THIEME Maire de Marly Vice-Président de Valenciennes Métropole

D'ici la fin de l'année, baisse des charges en raison de l'arrêt de la commande MF 2000 (Métro Parisien) et le MI09 (pour janvier 2017).

Ce qui a pour conséquence la non reconduction des intérimaires en 2017.

Au sujet d'Alstom Petite-Forêt : dès la semaine prochaine chômage technique programmé pour pallier les faibles commandes.

Les annonces pour Belfort (qui sauve l'usine pour une durée de 2 ans et qui coûte 500.000 € à l'Etat et aux contribuables) n'aura aucune répercussion pour notre valenciennois

La visite de ce jour à pour objet un appel d'offre (grosse commande) pour les Départements de la Bretagne, de la Normandie et d'Ile de France.

En mars dernier, j'avais déjà interpellé le premier ministre et Emmanuel MACRON alors ministre de l'Economie sur la situation du ferroviaire dans le Valenciennois.

« Alors qu'en France, nous avons un besoin urgent de modernisation du réseau ferré ; nous le savons bien, dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, nous devons investir massivement dans des transports publics propres et de qualité. Or, l'industrie ferroviaire est au cœur de cette problématique avec des recherches de plus en plus poussées concernant la diminution de l'empreinte écologie du réseau (émissions polluantes, consommation d'énergie...). De plus, nous ne pouvons accepter l'effondrement de 22,9% du trafic ferroviaire de fret entre 2005 et 2014.

C'est pourquoi je partage avec les salariés leur grande inquiétude concernant les futures commandes dans le domaine du Transport Express Régional. Ces derniers temps, Bombardier et Alstom ont subi un certain décalage de l'appel d'offre initialement prévue et les commandes réelles effectuées. Sans nouvelles commandes françaises à court terme, nous risquons dans les entreprises du secteur et au sein de leurs sous-traitants un nombre important de suppressions d'emplois.

Bombardier et Alstom ont plus que jamais besoin du soutien fort des pouvoirs publics face à la concurrence chinoise. Je tiens à vous rappeler que les deux grandes entreprises chinoises du secteur, China CNR et China CSR ont fusionné et le chiffre d'affaires cumulé de cette nouvelle entité représente plus du double du chiffre d'affaires cumulé de Bombardier et de Siemens

L'industrie ferroviaire en France représente plus de 11.000 emplois et un chiffre d'affaires cumulé de 2.5 milliards €, auxquels nous ajoutons les 5.500 emplois des entreprises sous-traitantes avec un chiffre

d'affaires cumulé de 532 millions €. Elle est reconnue dans le monde pour son savoir-faire français. Le Nord-Pas de Calais est la première région dans l'industrie ferroviaire. En effet, elle concentre 40% des effectifs travaillant dans ce domaine et produit trois voitures sur quatre. Le valenciennois représente 60% des emplois de la région dans la filière. Nous avons le seul centre d'essai français, Valenciennes est le siège de l'Agence Ferroviaire Européenne. L'Université du Hainaut-Cambrésis forme près de 250 diplômés par an orientés dans le domaine du transport. Plus que jamais notre territoire dépend également de l'industrie ferroviaire. »

Le 4 juillet Emmanuel MACRON répondait que le marché européen et plus particulièrement français est devenu mature : la filière française va rencontrer un creux de charge très important pour la période 2017 à 2019 qui menace environ 10 000 emplois selon la Fédération des industries ferroviaires (FIF).

Emmanuel Macron rappelait, dans ce contexte difficile, le rôle du comité stratégique de filière, qu'il avait réuni l'an dernier : le secrétaire d'État chargé des Transports, la FIF et les industriels ont pu dialoguer avec les grands donneurs d'ordre que sont la SNCF et la RATP. Des échanges qui n'ont pas été inutiles à en croire le ministre, pour qui « il existe à moyen et long terme des perspectives de commandes significatives, notamment dans le cadre du Grand Paris que la puissance publique s'attache à concrétiser rapidement ».

De rappeler le « marché de deux milliards d'euros attribué récemment à Alstom », début 2015 en fait, pour des rames de métro à pneu destinées à la ligne 14 et qui profite d'ores et déjà au site de Petite-Forêt. Décisif aussi s'annonce l'appel d'offres « pour les lignes 15, 16 et 17 qui représente un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros (...) L'annonce du lauréat est attendue pour l'été 2017 ».

Le ministre évoquait aussi des perspectives possibles avec « le marché du RER nouvelle génération pouvant représenter 371 rames ». L'appel d'offre de la SNCF - le troisième, les deux premiers s'étant révélés infructueux - est en cours ; le marché pourrait être attribué en novembre.

« À plus court terme, la Région Île-de-France a annoncé que plus de 700 rames seront commandées ou renouvelées pour 2016-2021, ajoute Emmanuel Macron (...) Ces commandes pourraient bénéficier directement aux sites d'Alstom et de Bombardier puisque des RER MI09, des Franciliens (dont 12 déjà commandés fin mars) et des Regio2N pourraient être concernés ».

D'évoquer encore des contrats possibles avec « le remplacement d'ici 2025 des trains Corail », pour « un montant de 1,5 milliard » ; ou encore avec la Région Normandie pour le renouvellement du matériel roulant de la ligne Paris-Cherbourg (720 millions).

Des perspectives qui selon Emmanuel Macron « doivent permettre le maintien à un niveau satisfaisant de nos capacités industrielles ainsi que notre précieux savoir-faire ferroviaire ».

Je me réjouissais alors des éléments apportés (...) Il nous faut cependant rester vigilant »

Aujourd'hui, j'avais raison de rester vigilant. Des menaces pèsent fortement sur ce secteur